économique augmente le bien-être humain





Publié le 13 mai 2024

Dans mon livre *The Power of Capitalism*, je montre que la vie des gens est bien meilleure là où il y a plus de liberté économique. La population de la Corée du Sud se porte mieux que ses voisins de l'autre côté de la frontière, en Corée du Nord ; la vie était bien meilleure en Allemagne de l'Ouest qu'elle ne l'a jamais été en Allemagne de l'Est ; et les Chiliens sont mieux lotis que les Vénézuéliens. L'expansion des libertés économiques par le biais de réformes du marché libre – en Chine sous Deng Xiaoping, au Royaume-Uni sous Margaret Thatcher et aux États-Unis sous Ronald Reagan – a accru la prospérité économique de la majorité des citoyens dans chacun de ces pays.

Il y a deux façons différentes d'aborder la question de savoir si c'est une plus grande intervention de l'État ou une plus grande liberté du marché qui favorise la prospérité des gens.

On peut adopter une approche théorique et discuter des avantages et des inconvénients des différents systèmes économiques. On peut aussi adopter une approche plus pratique et déterminer quel système fonctionne le mieux dans la pratique.

À tout moment, une multitude d'expériences sociales sont menées dans le monde entier. Le résultat est toujours le même : l'économie planifiée et l'intervention massive de l'État donnent toujours de moins bons résultats que l'économie de marché. Cela est vrai, non seulement pour les pays décrits dans notre série jusqu'à présent, mais aussi en général, comme le montre l'indice de liberté économique (Index of Economic Freedom), compilé par la Heritage Foundation chaque année depuis 1995.

L'indice, publié pour la dernière fois en 2023, mesure et classe la liberté économique dans 176 pays. L'indice de liberté économique pourrait également être décrit comme un indice du capitalisme, comme le souligne le sociologue Erich Weede. Le moindre coup d'œil sur l'indice révèle une corrélation évidente entre le capitalisme et la prospérité.

Selon l'indice 2023, les pays les plus libres économiquement sont Singapour, la Suisse, l'Irlande, Taïwan, la Nouvelle-Zélande, l'Estonie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Danemark et la Suède. Les pays les moins libres économiquement sont le Zimbabwe, le Soudan, le Venezuela, Cuba et la Corée du Nord.

Les pays qui ont enregistré de très fortes progressions dans l'indice de liberté économique au cours des 25 dernières années se sont particulièrement bien développés sur le plan économique, et la situation de leurs citoyens s'est massivement améliorée. Dans aucun pays de taille comparable, la liberté économique n'a progressé autant au cours de cette période qu'en Pologne et au Viêt Nam. En 1986, les Vietnamiens ont lancé un programme de réformes de l'économie de marché, appelé Doi Moi (en anglais : « innovation » ou « rénovation »). Quelques années plus tard, la Pologne a également décidé de mettre en œuvre des réformes de l'économie de marché. Dans les deux pays, ces réformes ont conduit à une croissance économique remarquable et à une amélioration spectaculaire du niveau de vie.

Comment la Heritage Foundation mesure-t-elle le degré de liberté économique dans chaque pays?

Il est impossible de mesurer la liberté économique sur la base de deux ou trois indicateurs seulement. Par exemple, la Suède se classe au 10e rang de l'indice 2023 avec un score de 77,5, bien qu'elle ait l'une des charges fiscales les plus élevées au monde. Si c'était le seul critère utilisé pour évaluer la liberté économique, la Suède se classerait très bas dans le classement avec un score de seulement 45,1. En revanche, dans d'autres domaines, le pays obtient d'excellents résultats et se situe tout en haut de l'indice. En ce qui concerne les droits de propriété, la Suède obtient un score extrêmement élevé de 96,6, et en matière de santé fiscale, le pays obtient un score de 96,2.

L'indice utilise 12 composantes également pondérées pour déterminer le niveau de liberté économique de chaque pays : droits de propriété, efficacité judiciaire, intégrité du gouvernement, charge fiscale, dépenses publiques, santé fiscale, liberté d'entreprise, liberté du travail, liberté monétaire, liberté commerciale, liberté d'investissement et liberté financière.

Les économies classées « libres » ou « presque libres » bénéficient de niveaux de revenus et d'une croissance économique bien supérieurs à ceux des pays « presque non libres » et « réprimés ». Les pays économiquement « libres » ont un PIB moyen par habitant de 92 502 dollars américains. Ce chiffre dépasse de loin la moyenne de 8124 dollars des pays économiquement « réprimés ».

Une comparaison du pourcentage moyen de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle dans 105 pays en développement a révélé que 31,2 % des habitants des « pays majoritairement non libres et réprimés » vivaient dans une pauvreté extrême, contre seulement 8,1 % dans les pays « majoritairement libres » et « modérément libres ».

Même les normes environnementales – contrairement à l'affirmation selon laquelle le capitalisme est responsable de la dégradation de l'environnement – sont nettement plus élevées dans les pays où le degré de liberté économique est plus élevé que dans les pays où la liberté économique est faible ou inexistante.

Contrepoints